

Palestine

s o l i d a r i t é 

Edito

n°32 – printemps 2011

Interventions à géométrie variable

Devant le non-respect des Droits humains dans certains pays, des sanctions sont mises en place : gel des avoirs bancaires, interdiction de voyager, embargo sur les armes. Catherine Ashton chef de la diplomatie européenne déclare : « L'impunité des crimes commis ne peut pas être, ne sera pas tolérée ». Le Conseil de sécurité de l'ONU saisit la Cour pénale internationale, définit une zone d'exclusion aérienne et organise des frappes ciblées.

En février et mars 2011, la communauté internationale se mobilise pour le peuple libyen.

Les Palestiniens devront encore attendre pour être enfin dignes d'attention et de réaction de la part des gouvernements occidentaux. En effet, ce même Conseil de sécurité de l'ONU s'est heurté le 18 février, au veto américain, le premier d'Obama, sur le vote d'une résolution condamnant la colonisation israélienne. Les Palestiniens ne réclament pas de bombardement, mais la stricte application des résolutions de l'ONU.

Plus de deux ans après la terrible agression contre la population de Gaza avec destructions massives des infrastructures financées par l'Europe, celle-ci n'a toujours pas pris une seule sanction contre Israël et ses dirigeants. Ces derniers ont pourtant été désignés comme responsables de « crimes de guerre voire de crimes contre l'humanité » par le rapport de la commission Goldstone adopté par l'assemblée générale des Nations Unies.

Par son inaction, l'Union européenne cautionne la politique de blocus de Gaza, de colonisation, de destructions de villages et d'habitations en Territoires occupés. En Israël le village bédouin d'Al-Arakib est détruit pour la dixième fois ! Aujourd'hui la répression s'accroît contre les militants de la résistance non-violente et les Palestiniens d'Israël.

Cette politique est pourtant dénoncée par les multiples rapports des diplomates européens sur place ou par l'appel en décembre de 26 anciens dirigeants européens réclamant des sanctions précises !

Les dirigeants français développent tous les accords possibles avec Israël au prétexte que l'amitié rendrait plus efficaces les pressions : la réalité prouve en permanence le contraire.

Pour être crédibles auprès des peuples arabes luttant pour la liberté et la démocratie, la France et l'Europe sanctionnent les responsables de l'oppression, les Palestiniens ne demandent rien d'autre que le même traitement.

AFPS

Maison des Associations
21 allée Baco
44000 Nantes
02 51 72 01 23
afpsnantes@wanadoo.fr
Permanences :
lundi 18 h - 20 h
www.france-palestine.org

site local

www.afps44.france-palestine.org

2 avril 2011

L'Europe et le printemps des peuples

Les révoltes arabes en Tunisie et en Égypte ont laissé l'Europe sans voix. Jusqu'ici, la coopération avec les régimes dictatoriaux en place fermait les yeux sur le respect des droits des peuples, pourvu que ces régimes assurent la stabilité des affaires.

L'« Union pour la Méditerranée », initiative du Président français était alors conçue comme un simple espace économique et commercial.

Pourtant, l'Union européenne qui se veut porteuse de valeurs universelles, intègre dans les accords qu'elle passe avec des pays tiers des clauses de respect des droits de l'homme. C'est le cas pour l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

L'Europe porteuse de valeurs universelles ?

Des principes de même nature sont contenus dans le cadre de la « Politique européenne de voisinage » qui établit des partenariats avec les pays du sud de la Méditerranée : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie...

Un rapport de 2003 de la Commission européenne précise ce cadre : « La relation privilégiée avec les voisins s'appuiera sur un engagement réciproque en

faveur de valeurs communes se situant principalement dans les domaines de l'État de droit, de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, notamment des droits des minorités... des relations de bon voisinage et des principes de l'économie de marché ... »

Il faut noter au passage que les valeurs communes mettent sur le même plan : État de droit, respect des droits de l'homme et... principes de l'économie de marché ! Dans ces conditions, on comprend que la question des droits des peuples devienne une question annexe et facultative.

... à condition que ses intérêts économiques soient sauvegardés !

L'accord d'association Union européenne-Israël nous fournit un bel exemple de cette schizophrénie. Malgré les violations continuelles du droit international par Israël et un vote du Parlement européen en 2002 demandant la suspension de cet accord, les relations de l'UE se poursuivent et se renforcent avec Israël. Le projet de rehaussement de ces relations, négocié en secret au printemps 2008 devait être signé à la fin de cette même année. L'attaque criminelle de Gaza et les massacres de civils ont retardé cette signature. Pourtant, le projet n'est pas abandonné, il se poursuit de façon rampante. Le 22 février 2011, dans le cadre du Conseil d'association, l'UE a accordé plusieurs facilités à Israël. Si l'UE ne s'en est pas vantée, le ministre des Affaires étrangères israélien Libermann s'est félicité de cette nouvelle avancée !

Depuis des années, les politiques européennes se sont focalisées sur deux peurs fantasmées : le fondamentalisme religieux et l'immigration. Cela a conduit au maintien de régimes dictatoriaux corrompus, au soutien inconditionnel d'Israël « rempart contre les barbares » selon l'expression de Tzipi Livni ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères, et au blocus inacceptable de Gaza, coupable d'avoir mal voté.

Il est temps de passer aux actes

Les révolutions en cours, portées par une jeunesse éduquée, avec des femmes en première ligne, laissent peu de place aux fondamentalismes religieux et Israël ne pourra plus se prévaloir du mythe d'être la seule démocratie du Proche-Orient.

Le moment est venu d'établir un partenariat équitable avec les pays de la rive sud de la Méditerranée basé sur l'intérêt des peuples et de contraindre Israël à mettre fin à la colonisation et à l'occupation.

Les jeunes Palestiniens réclament la fin des divisions

Le départ forcé d'Hosni Mubarak, un des principaux alliés du Président palestinien, a provoqué un électrochoc au sein de l'Autorité palestinienne. Ses dirigeants, souvent accusés d'autoritarisme, ont craint une contagion de la révolte et ont annoncé dès le lendemain l'organisation d'élections présidentielles en septembre 2011. Mamoud Abbas, dont le mandat a expiré en 2009, a chargé le Premier ministre Salam Fayyad de former un nouveau gouvernement, plusieurs postes ministériels étant vacants. Reprenant les techniques de communication des révoltes arabes, ce dernier lançait un débat, sur ses pages Facebook et Twitter, sur les attentes de la population.

C'est la fin de la division entre le Fatah et le Hamas qui y est revendiquée, comme l'ont fait de jeunes Palestiniens lors de rassemblements à Ramallah.

Le veto américain sur le projet de résolution arabe à l'ONU et les révoltes dans la région signent l'impasse des « négociations » avec Israël et amènent les dirigeants palestiniens à tenter de coller aux aspirations populaires. L'onde de choc ne fait que commencer et une nouvelle étape dans l'unité des Palestiniens et la résistance face à l'occupant, est peut-être en train de se dessiner.

Juppé ne sait pas...

Le 25 février 2011, sur l'antenne de France-Inter, répondant à une question d'un auditeur au sujet de la situation Israël-Palestine, Alain Juppé a dit : « Je ne sais qui est le coupable et qui est la victime ».

À quelques heures de sa nomination comme Ministre des Affaires étrangères, cette réflexion pose quelques questions.

D'abord, c'est lui qui parle de « coupable » et de « victime », Nous parlons plutôt d'« occupant » et d'« occupé ». L'occupant peut-il être la « victime » ? Chaque jour les Palestiniens subissent de la part de l'armée israélienne, occupant les territoires palestiniens, contrôles, humiliations, exactions diverses. Qui est la « victime » ?

L'économie palestinienne est ruinée du fait des nombreux checkpoints, rendant impossible, en particulier le transport des produits frais qui, vu les temps d'attente, ne restent pas frais. Est-ce Israël la « victime » de cette situation ?

Quand un agriculteur se fait agresser, blesser, tuer par-

fois par un colon violent, pour le simple motif qu'il essaie de rentrer dans son champ pour le cultiver ou pour la récolte, est-ce le colon la « victime » ?

Et M. Juppé ne le « sait » pas !!!!

Il faut qu'il aille voir. Il faut qu'il passe le checkpoint de Gillo, il faut qu'il aille à Bil'in, ou dans d'autres villages, Il faut qu'il se rende dans la vallée du Jourdain, constater la confiscation des terres et de l'eau.

Et qu'il n'oublie pas d'aller à Gaza : constater le manque de reconstruction des maisons détruites lors de l'opération « plomb durci », constater que les pêcheurs de Gaza ne peuvent aller pêcher librement en Méditerranée, constater que les producteurs de fraises, en ce moment, ne peuvent les vendre à leurs concitoyens de Cisjordanie, mais doivent les céder à Israël à un prix dérisoire, pour qu'elles soient exportées en France...

M. Juppé aura bien d'autres choses à découvrir.

Et alors, il saura.



Manifestation contre le mur à Bil'in.

Des Français plus français que d'autres ?

Nicolas Sarkozy, Michèle Alliot-Marie mais aussi Martine Aubry se sont saisis de l'affaire Florence Cassez, française condamnée au Mexique pour complicité d'enlèvement. Ils ont commenté à outrance la décision de justice mexicaine, et ont prôné le boycott des manifestations dans le cadre de l'année du Mexique en France. La famille de la Française a été reçue dix fois à l'Élysée.

Par contre, voilà aujourd'hui six ans que Salah Ha-

mouri, franco-palestinien de Jérusalem-Est, est en prison en Israël, condamné par un tribunal militaire pour... rien, sinon une intention supposée. Le Président français n'a pas daigné recevoir sa famille malgré ses demandes.

Là encore nos dirigeants appliquent la politique inacceptable du « deux poids, deux mesures » réservée en toute occasion à l'État d'Israël.

La résistance populaire

Intervention de Taoufiq Tahani, membre du bureau national de l'AFPS lors de l'Assemblée Générale de l'AFPS44.

La résistance populaire non armée existe depuis longtemps en Palestine, depuis la colonisation britannique et les grandes grèves pacifiques en 1936. La première Intifada en est une illustration très connue, ainsi que le début de la seconde Intifada. Les acteurs actuels s'y sont formés.

Cette résistance est légitime, tout comme la résistance armée par ailleurs. En effet, le droit international accorde à toute population combattant une occupation illégale le droit d'utiliser « tous les moyens à sa disposition » pour se libérer ; et les occupés « ont le droit de chercher et de recevoir du soutien ». Le peuple palestinien a donc droit à toute forme de résistance, y compris la lutte armée et les choix des formes de résistance ne relève que de lui.

Des Palestiniens issus de la société civile ou des partis traditionnels ont, face à l'échec de deux stratégies (celle de négociation prônée par le Fatah et l'Autorité palestinienne et celle de la lutte armée), réintroduit cette forme de résistance, sous une forme nouvelle : la « Résistance populaire non-violente active », qui touche maintenant plusieurs villes et villages en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et la vallée du Jourdain. Cette résistance est devenue une réalité incontournable, en plein développement. Elle est parfaitement adaptée à un combat asymétrique et bénéficie d'un soutien grandissant, non seulement au sein

de la population palestinienne, la première concernée, mais aussi d'une solidarité active de la part des anticolonialistes israéliens et des militants internationaux. Elle a permis de sortir de la logique du « cycle des violences » qui enferme le peuple palestinien et le privait du soutien de l'opinion internationale.

Deux erreurs stratégiques ont affecté et affectent la lutte des Palestiniens depuis le début des années deux mille : les attentats-suicides et la division politique inter palestinienne, plus particulièrement entre le Fatah et le Hamas. Les attentats-suicides, qui maintenant ne sont plus pratiqués par la résistance palestinienne, y compris à Gaza par le Hamas, ont eu un effet dévastateur sur le soutien de l'opinion publique internationale.

Ce fut une erreur stratégique car ils ont justifié la construction du Mur, dans certains endroits haut de 18 m, ce Mur qui cache et garantit l'extension de la colonisation. Illégal au regard du droit international, sa construction se poursuit sur plus de 709 Km, en zigzaguant largement hors de la « ligne verte » à l'intérieur même de la Cisjordanie (la ligne verte en fait moins de la moitié). Il a été également déclaré illégal par la Cour européenne de justice, mais les pays européens ont continué à fournir une assistance technologique à Israël, y compris pour le construire.

La résistance populaire non-violente (les Palestiniens disent « non armée », ils concèdent « non-violente » pour être en phase avec l'opinion publique internationale) est un choix stratégique devant le déséquilibre des forces face aux colons et l'armée israélienne.

Elle part de la base en mettant les directions des partis politiques devant leur responsabilité : le choix de devenir hors-jeu ou de s'y rallier. Souvent elles se rallient, plus ou moins contraintes ainsi que méfiantes. Cette résistance s'est plus développée dans les villages situés près du Mur. À Budrus dès 2003 puis à Bil'in en 2005 et ensuite à AlMassara, Nabi Saleh...

Elle est en contact avec les militants anticolonialistes israéliens et internationaux.

Elle est « armée » de caméras, d'appareils photo pour médiatiser le mouvement en la relayant sur les grands médias arabes, sur le Web. Depuis 2005, elle se développe sur une vingtaine de villages et tous les



Octobre 2010 - Chaque vendredi depuis 4 ans, les habitants d'Al Massara, appuyés par des internationaux et des militants israéliens manifestent contre l'extension du mur.

non armée

vendredis après la prière prend la forme d'une marche vers le Mur et ses barrières ou les extensions des colonies.

La violence de l'armée se manifeste par l'usage, parfois à tir tendu, de grenades assourdissantes, de gaz puissants qui provoquent potentiellement la mort et de billes d'acier entourées de caoutchouc, qui font des blessés et parfois des morts (à Bil'in, deux morts ces derniers mois). Les arrestations sont nombreuses, de quelques jours à plusieurs années, un militant israélien a écopé d'une peine de plusieurs mois.

Ses résultats sont modestes mais importants : récupération de terres, droit de passage...

Ces villages ont fondé une Coordination des Comités populaires qui s'est réunie en conférence annuelle à cinq reprises en avril. La dernière a accueilli un dirigeant du Hamas. Cette résistance interroge aussi l'Autorité palestinienne. Il y eut pour la première fois un représentant de l'Autorité palestinienne à la conférence en 2010. Le Hamas ne le dit que très peu, mais il reconnaît l'échec de la résistance armée. Il dit que la flottille pour Gaza a été beaucoup plus efficace que les roquettes.

Cette résistance non-violente peut être un facteur d'unité entre Fatah et Hamas. Ces dernières semaines, grosses manifestations à Ramallah et dans des villes. Le mot d'ordre était : l'unité palestinienne.

Les dirigeants israéliens s'inquiètent des liens créés entre Israéliens anticolonialistes et Palestiniens, la perception du racisme israélien vis-à-vis des Palestiniens d'Israël croît, l'audience internationale des actions de résistance non-violente est forte. Si sur le terrain, la colonisation active et violente semble exprimer une défaite, la résistance populaire est une victoire politique. Tous ceux qui en ont été témoins en reviennent bouleversés, preuve en est : au Parlement européen, sur la Palestine, le clivage se fait entre ceux qui ont vu et les autres qui n'ont pas vu ou ne veulent pas voir.

Il faut donc encourager le développement des missions et les contacts avec les acteurs de la résistance.

Point chaud aujourd'hui de la colonisation, la vallée du Jourdain (30 % de la Cisjordanie) dont la situation était méconnue il y a sept huit ans : appropriation des terres, de l'eau, etc. Le modèle de résistance de Bil'in, la présence de témoins changeant la donne.

« **Exister, c'est résister, résister c'est exister** » est leur slogan préféré. ■

Une assemblée générale qui dynamise notre association

Le samedi 19 février, notre assemblée annuelle a réuni 70 adhérents. Les différents rapports et les débats qui ont suivi mettent en évidence la vitalité remarquable de notre association avec un développement des actions dans plusieurs domaines.

La campagne « Boycott-Désinvestissement-Sanctions » reste un axe fort de notre travail : l'information des consommateurs et l'appel à boycott des produits des colonies sera poursuivi avec un travail particulier en direction des centrales d'achat. La dénonciation des entreprises comme Veolia qui profitent de la colonisation et l'encouragent va se poursuivre tandis que les rencontres des députés continueront en lien avec la Plate-forme des ONG pour obtenir la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël. Les adhérents présents ont pris conscience de l'intérêt que représente l'organisation en groupes locaux pour assurer une présence de l'AFPS au plus près du terrain. Après celui du canton de la Chapelle-sur-Erdre dont l'existence remonte à 2003, d'autres groupes se structurent : Plessé-Redon-Guémené Penfao, Pays de Retz, Nantes-agglomération, Rezé, Saint Nazaire-Guérande...

En 2010, 22 personnes ont séjourné une ou deux semaines en Palestine avec notre association. Parmi elles, dix élus, maires, adjoints ou conseillers municipaux ont pu découvrir la réalité du terrain. Cela devrait déboucher sur des coopérations entre communes de Loire-Atlantique et villages palestiniens. Nous sommes en train de structurer les relations avec les collectivités du département dans le cadre d'un réseau des acteurs solidaires avec la Palestine qui se met en place avec l'appui du Conseil général.

Cette année, nous envisageons de poursuivre et d'élargir les missions en Palestine notamment dans la vallée du Jourdain. Des projets avec des groupes de jeunes sont également à l'étude.

Notre association compte aujourd'hui 170 adhérents, en progression de 20 % par rapport à l'an dernier. Pour mieux assumer nos différentes tâches, et préparer des relais dans les prises de responsabilité, l'AG a adopté le principe d'une présidence collégiale.

Bernard Albert et Pierre Leparoux
coprésidents de l'AFPS 44

Les élus ont la parole

En octobre dernier une douzaine d'élus de communes du département sont partis avec l'AFPS à la rencontre de nos partenaires palestiniens. À leur retour, ils ont voulu témoigner à la fois du choc qu'ils ont vécu et de la richesse des contacts noués.

○ « J'ai découvert que les Palestiniens ont trois combats : contre Israël, les colons et... l'Autorité Palestinienne. Ce qui frappe au quotidien : les Palestiniens peuvent à tout moment être contrôlés, avoir à payer des amendes. »

○ « J'y étais allé il y a vingt ans ; la situation a empiré. Ma grande découverte, la plus positive, cela a été la résistance non-violente. Je reprends confiance, c'est la solution d'avenir, même si je vois mal comment s'en sortir, c'est une alternative intéressante, et pour moi une révélation. »

○ « On prend du temps pour expliquer les photos, les colons, le camp de bédouins, l'armée... Ce sont des choses qui resteront, il faut vivre cela pour sentir la réalité des choses. »

○ « Même si on en a entendu parler avant, c'est autre chose. On a rencontré des personnes qui le vivent. J'ai découvert que les méthodes d'Israël sont plus vicieuses, plus pernicieuses. Il faut un peu de temps pour digérer. Ce qui est positif : j'ai été beaucoup interrogée par des personnes que je côtoie et leur réaction m'a surprise : les gens sont sensibles à l'insupportable qu'on fait vivre aux Palestiniens. »

○ « Pour moi, le plus marquant, cela a été la vallée du Jourdain, région délaissée par son propre peuple. L'objectif israélien est de coloniser toute la Palestine, bientôt, il n'y aura plus que quelques « taches palestiniennes » sur la carte, des « réserves ». Le seul processus, c'est la colonisation. Plus il y a de « négociations » plus il y a de colonisation. Notre travail de solidarité ici, c'est de faire avancer la prise de conscience et l'engagement politique. »

○ « En tant que maire, dans mon discours du 11 Novembre, j'ai parlé de la Palestine et d'Apartheid... On m'a écouté poliment et la presse n'a pas relevé. »

○ « Pour la colonisation en marche, il y a des zones d'enjeux forts : vallée du Jourdain, Jérusalem-Est, les villages entourés du mur et des colonies, sans oublier bien sûr Gaza. Nous nous battons pour des valeurs universelles. Les rapports entre les hommes et entre les peuples doivent être fondés sur des règles de droit. Sinon, c'est la loi du plus fort, la loi de la jungle. La résistance non-violente est une option stratégique, mais il ne faut pas oublier que toutes les formes de résistance à l'occupation, y compris la résistance armée sont légitimes au regard du droit international. » ■

Des parlementaires européens sous influence

Plus de 400 députés européens* (sur 736) se sont rendus à Jérusalem du 4 au 7 février 2011 à l'invitation du lobby sioniste « Les Amis européens d'Israël » (AEI).

Selon la Chambre de Commerce France-Israël, Il s'agit de « réunir les partisans d'Israël en une force politique qui facilitera les relations diplomatiques et commerciales entre les deux partenaires. L'enjeu économique est de taille puisque le commerce israélo-européen se monte à 36 milliards de dollars en 2010 soit le tiers des échanges extérieurs d'Israël. » Parmi les thèmes abordés : « pour un partenariat rapproché entre Israël et l'Europe », « le business du boycott ». Selon le ministère israélien du Commerce et de l'Industrie, le rôle du Parlement européen s'est renforcé depuis le Traité de Lisbonne par un transfert de compétence du Conseil vers le Parlement.

A. Zino, porte-parole de l'AEI, a déclaré : « nous organisons pour la première fois le congrès annuel [...] en Israël afin de renforcer les liens entre députés européens et israéliens ».

Nos parlementaires sont-ils devenus des représentants de commerce, avides de contrats juteux, oubliant leurs obligations de respect des traités et de leurs clauses, à savoir celles afférant aux droits humains.

* Parmi eux : Hervé Mariton et Eric Raout (UMP), Aurélie Filippetti (porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale), Corinne Lepage.



À Nantes des bateaux pour Gaza

La campagne pour financer un bateau français pour Gaza continue. Après la manifestation de janvier à Nantes, la semaine d'action en mars à St-Nazaire et le concert de La Chapelle-sur-Erdre en avril, la Coordination 44 pour la Palestine* mobilise autour d'un moment fort le **samedi 7 mai 2011** de 14h30 à 20h sur et autour de l'Île de Nantes.

Nantes accueillera une dizaine de bateaux arborant les couleurs de la Palestine qui navigueront devant l'éléphant, pendant qu'à terre une scène accueillera des musiciens et des animations. Le public pourra s'informer et apporter sa contribution au financement du bateau français.

Une flottille internationale partira en mai-juin pour Gaza afin de dénoncer et briser le siège israélien, promouvoir et faire respecter le droit international et répondre à la crise humanitaire que subissent 1,5 million de Gazaouis

Une collecte de fonds est en cours, chèque à l'ordre de MRAP - un bateau pour Gaza France » à adresser au MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris
www.unbateaupourgaza.fr

*AFPS44, ADECR, Artisans du monde, Alternatifs44, CFDT, Terre solidaire44, Comité Israël-Palestine de Châteaubriant, Europe Ecologie-Les Verts, Génération Palestine44, Ligue des Droits de l'homme, MRAP, NPA, Partie de Gauche44, PCF, Pays-de-Loire Gaza Jérusalem, UD-CGT, Union Juive Française pour la Paix, Union syndicale Solidaires.



concert de soutien

mercredi 20 avril à Capellia, La Chapelle-sur-Erdre 20h30 entrée : 10 € - tarif réduit : 5 €
« **Les Bricolos** » Spectacle musical et burlesque. Trois voix, un pianiste et des outils,
pour revisiter des standards de la chanson de façon inventive et hilarante.

BDS

Boycott

De décembre 2009 à décembre 2010, 25 opérations d'informations ont été dirigées vers les clients de divers magasins, grandes surfaces, marchés, ainsi que vers les commerçants du MIN de Nantes, concernant le boycott des produits provenant des colonies israéliennes, en Cisjordanie occupée. La clientèle des magasins a été très compréhensive de l'utilité de cette action. En 2011, nos actions se porteront vers les centrales d'achat des magasins.

Désinvestissements

Nous avons contacté des maires de communes du département, pour leur demander de bien vouloir questionner Veolia sur ses investissements dans les colonies illégales de Cisjordanie, véritable soutien à la colonisation. Certains maires rencontrés se sont engagés dans ce sens.

Par ailleurs, nous voulons citer l'exemple de la ville de la

Chapelle-sur-Erdre qui a voté en Conseil municipal une véritable charte éthique concernant les règles de transparence demandées par la ville à ses partenaires financiers et bancaires au regard de leur activité dans les paradis fiscaux (règles à introduire dans les marchés publics).

Cette démarche est très importante, quand on sait qu'une banque comme Dexia a investi dans les colonies israéliennes.

Sanctions

Nous continuons à rencontrer les parlementaires du département pour leur demander : d'intervenir auprès de leur groupe politique, de questionner le gouvernement et d'agir vers la suspension des accords privilégiés passés entre l'Union européenne et Israël, tant que ce pays ne respecte pas le droit international.

**UN BATEAU
FRANÇAIS
POUR GAZA**



samedi 7 mai

14 h – 20 h

île de Nantes

près de l'Eléphant

**manifestation nautique
concerts, animations**

entrée libre



Atlas des Palestiniens

Un peuple en quête d'un État

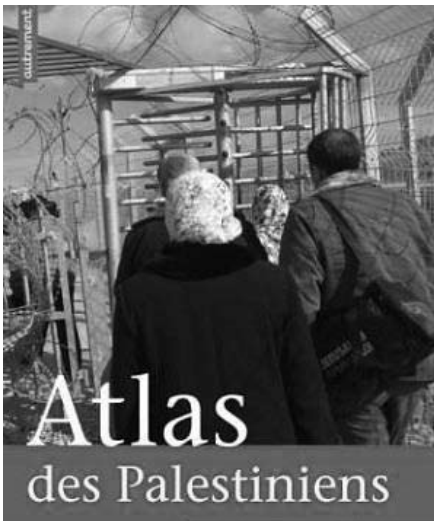
J-C Chagnollaud, Sid-Ahmed Souiah, Madeleine Benoit-Guyot
Éditions Autrement, janvier 2011, 17 €

Cet atlas raconte l'histoire du peuple palestinien depuis le démantèlement de l'Empire ottoman et le mandat britannique. Ce peuple cherche dans l'adversité à être maître de son destin en exigeant un État sur son territoire spolié.

Alors que toute perspective semble s'éloigner, la colonisation, le Mur, la séparation Gaza-Cisjordanie aggravent la déstructuration de la société palestinienne.

De nombreuses cartes illustrent la stratégie mise en œuvre dans la vallée du Jourdain et à Jérusalem, 8 pages sur ce seul sujet. Démonstration est ainsi faite de l'impossibilité d'un État palestinien viable.

Des chiffres actualisés, des cartes à diverses échelles et notamment sur les réfugiés, des notices sur des événements récents, des tableaux de tous les veto américains pour Israël, etc. font de ce livre une source très précieuse d'informations.



BULLETIN D'ADHÉSION 2011

Nom Prénom

Adresse

e-mail tél.....

Je cotise dans la tranche n° soit €

Chèque à l'ordre de l'AFPS 44

Maison des association 21, allée Baco 4400 Nantes Un reçu fiscal vous sera envoyé.

tranche	revenus mensuels	cotisation annuelle
1	- 500 €	10 €
2	500 - 1 000 €	25 €
3	1 000 - 1 500 €	40 €
4	1 500 - 2 000 €	55 €
5	2 000 - 2 500 €	70 €
6	2 500 - 3 000 €	85 €
7	3 000 - 3 500 €	100 €
8	+ 3 500 €	120 €